



POURQUOI DEFENDRE LA FONCTION PUBLIQUE ET LES SERVICES PUBLICS ?



Au quotidien, et plus encore en temps de crise, les services publics sont pour la population un rempart contre l'exclusion et les inégalités.

Même s'ils sont attaqués en permanence par ceux qui ne veulent jamais payer un euro d'impôt, ils demeurent une force indispensable pour notre pays tant pour les citoyens et citoyennes que pour les entreprises.

Et contrairement à certaines idées reçues, il est très simple de les financer et les améliorer. Cela relève juste d'un choix politique et citoyen, passant par un impôt socialement juste.

Les services publics sont avant tout notre richesse

Chacun peut ainsi accéder à la santé, l'éducation, aux infrastructures publiques, à la culture, etc. à hauteur de ses besoins. C'est aussi le cas pour les entreprises qui en bénéficient tous les jours : infrastructures et fonctionnement des transports, des énergies, des communications... La protection sociale et les services publics ont permis de diminuer l'impact de la crise que nous traversons sur les citoyens, les salariés et les entreprises.

Pour autant, les services publics ne sont pas « gratuits » comme on peut parfois l'entendre. Cela pourrait laisser penser qu'ils ne coûtent rien. **Il est plus juste de dire que leur fonctionnement relève d'un financement « socialisé » dans lequel chacun doit contribuer à hauteur de ses moyens** (en mettant ainsi au « pot commun » en fonction de ses ressources).

Pour ce qui relève de la santé par exemple, le financement repose principalement sur la richesse créée par les travailleurs. Une part de la valeur qu'ils génèrent avec leur force de travail est ainsi reversée, via les cotisations sociales, dans les caisses de la Sécurité sociale. Cette dernière couvre principalement les dépenses en matière de santé, de retraites, de soutien aux familles...

Trop souvent, les plus riches remettent en cause ce mode de fonctionnement considérant qu'il serait plus juste que chacun paye en fonction de son usage et non de ses moyens.

Pourquoi un « pot commun » ?

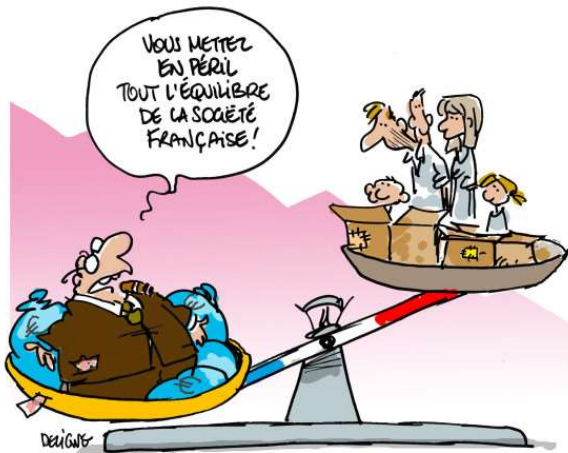
Ce mode de financement permet de payer en continu des dépenses publiques. Ainsi, **tous les citoyens, quels que soient leurs revenus**, bénéficient d'un accès aux services publics à tout moment de leur vie.

Par exemple, il est possible de donner à ses enfants une éducation de qualité sans pour autant avoir à payer la facture au moment où l'on en bénéficie.

Sans pot commun, les riches accèdent à des services payants que ne peuvent pas se payer les autres : santé de qualité, enseignement privilégié, sécurité privée...

DES IMPÔTS OU DES EMPRUNTS ?		
	FRANCE	USA
Endettement moyen global d'un étudiant en fin de scolarité	3 000 €	18 000 €
Taux d'étudiants ayant emprunté	13 %	71 %

Financer c'est pas si compliqué, c'est un choix de société.



Financer l'existant et améliorer les services publics, tout comme la Sécurité sociale, c'est possible. Par exemple, en France, la part des bénéfices des entreprises versée aux actionnaires (dividendes) est passée de 30 % en 1980 à 85 % aujourd'hui !

Pour rendre aux travailleurs le fruit de leur labeur, il faut commencer par mieux taxer le capital.

Il faudrait aussi rendre l'impôt plus juste en taxant plus les gros patrimoines et les gros revenus et moins taxer les classes populaires, en particulier en supprimant la TVA.

MAIS IL FAUT SE BATTRE POUR CONSTRUIRE LES SERVICES PUBLICS DE DEMAIN !

En effet, depuis plusieurs années, il existe une volonté politique forte de remettre en cause l'égalité entre les citoyens.

Trop souvent la dématérialisation est présentée comme un progrès. Elle est en réalité conçue en remplacement du nécessaire lien humain qui fait le service public.

Elle accentue l'isolement des usagers. Elle accentue la désertification des territoires.

Internet ne doit pas être l'excuse pour supprimer les services publics ! Ce doit être une voie d'accès supplémentaire aux services publics offerts aux usagers, en plus de l'accueil physique.

Jeunes ou vieux, en cas de problème, il est essentiel de trouver le service compétent à proximité.

Nos enfants ont droit à des professeurs bien formés, en nombre suffisant, dans des classes non surchargées. Nos malades ont besoins de l'hôpital proche de chez eux et de soins de qualité. Chaque citoyen doit avoir accès à l'eau, au gaz, à l'électricité à un prix décent. Chaque citoyen a droit à des rues propres. Le traitement des déchets doit être assuré.

Il faut défendre un aménagement cohérent du territoire répondant aux besoins fondamentaux de la population et l'accès partout et pour tous à des services publics de qualité.



LE 15 JUIN 2021, POUR L'INTÉRÊT GÉNÉRAL ET LE PROGRÈS SOCIAL, POUR LA FONCTION PUBLIQUE D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN

BAYONNE : 10h30 place Sainte Ursule

PAU : 10h30 place Clemenceau

12h30 Hôpital général pique-nique* et 14h30 rassemblement

*amener son pique-nique